

Entre-temps, j'invite monsieur Andres Dudemaine à venir partager ses réflexions avec nous.

1570

Bienvenue, monsieur Dudemaine.

M. ANDRÉ DUDEMAINE :

1575

Alors, c'est démarré?

Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :

1580

La parole est à vous.

M. ANDRÉ DUDEMAINE :

Merci. *Kuei, Kuei* (mot prononcé dans une langue autochtone), bonsoir.

1585

D'abord, grand, grand merci. Grand merci à vous. C'est toujours un grand privilège de pouvoir se faire entendre et un encore plus grand d'être écouté. Et donc, je vous remercie d'accueillir la parole, la parole d'un praticien, hein, je... Comme vous le voyez, l'opinion que je vous ai transmise n'est pas étayée par de longues études, mais plutôt par les obstacles auxquels, dans la pratique de l'interculturalisme, je me suis heurté.

1590

Et évidemment, quand on est praticien, on n'a pas toujours le temps de colliger, d'étudier, de présenter de façon très lourde. Et en plus, je vous arrive avec un problème que probablement, les recommandations qu'on pourrait faire ce soir, on ne saurait pas à qui les adresser exactement. Donc, je me sers de vous comme une caisse de résonance. Je l'ai déjà dit à Ariane, qui a eu la générosité de dire : « Vas-y. » Alors, me voilà.

1595

On dit qu'il y a des silences assourdissants et de fait, je veux parler dans... et c'est l'opinion que je vous ai transmise aussi : il y a des omissions qui sont aussi des agressions et des

1600 violences. Et notamment, je donne toujours la première en exemple parce que celle-là me semble à la fois très symbolique et peut paraître à première vue peu de choses, mais elle est, à mon avis, lourdement signifiante.

1605 Quand, dans les horaires télé, des journaux publiés à Montréal, et particulièrement des journaux francophones, en fait, *La Presse*, le *Journal de Montréal* et... *La Presse* à l'époque où elle était imprimée, *Le Devoir* puis *Le Journal de Montréal* aujourd'hui, vous regardez la grille horaire télé : il y a un seul canal qui manque.

1610 Et celui qui manque est sur le service de base du câble. Donc, quand vous vous abonnez, vous l'avez automatiquement, il est multilingue, donc – et il y a aussi un service en français – c'est le canal APTM, la station des peuples autochtones du Canada qui, pour nous, était quelque chose d'extrêmement important.

1615 Il a fallu d'abord se battre pour avoir cette licence. Ça n'a pas été évident parce qu'il y a eu beaucoup d'objections à ce que ce soit sur le service de base, et ça a permis, et heureusement, d'ailleurs, de développer tout un service audiovisuel et donner la parole et de l'emploi, aussi, à plein de jeunes autochtones sur tout le territoire, et à développer des entreprises importantes qui continuent à œuvrer dans l'audiovisuel.

1620 Que ce soit ignoré, il y a là quelque chose que je trouve très grave, mais en plus, c'est si on se dit, si on laisse tomber ça, quelque chose qui est aussi mathématiquement objectif, ça nous donne l'idée de tout ce qu'on peut aussi oublier.

1625 Et quand on œuvre, comme moi, dans le domaine de la culture, où on organise des festivals et où on met en valeur des artistes, forcément, le lien avec les médias d'information est important et surtout avec les critiques puis les gens qui ont une image d'autorité en la matière. Il est important qu'ils fassent écho au travail que nous faisons.

Et on s'est toujours heurté, là, ça va être le 30^e anniversaire l'an prochain, donc je ne vous parle pas de quelque chose qui est occasionnel, mais bien quelque chose qui a toujours été

1630 récurrent : c'est l'impossibilité de franchir cette crédibilité auprès des chroniqueurs et des critiques dans les grands médias francophones du Québec, ceux qui donnent souvent le ton, qui donnent le « la » et qui sont des références pour le grand public en matière d'art.

1635 Et je pourrais multiplier les exemples. J'en ai donné – j'ai mis 2019, c'est 2009 – en 2009, Warwick Thornton.. je dis « Warwick Thornton », personne n'allume, mais tout le monde devrait allumer : Warwick Thornton, c'est un des grands cinéastes contemporains. Si je Zacharias Kunuk, vous vous en souvenez; Warwick Thornton est exactement le Zacharias Kunuk d'Australie.

1640 Il vient d'Alice Spring, un village perdu dans le désert – pas le désert nordique, dans ce cas-là, évidemment, un autre type de désert – et tourne un film qui s'appelle *Samson and Delilah*. Surprise, le film est accepté à Cannes, surprise, il gagne la Caméra d'or. Il a été présenté au Festival à Toronto, festival international, grande critique à Toronto, un chef d'œuvre. Beaucoup considèrent que c'est le meilleur film australien jamais tourné.

1645 L'année suivante, on le présente au Cinéma du Parc. Roland Smith, qui est encore le patron à l'époque puis qui n'est pas un poids léger en termes de diffusion de cinéma, dit : « On met ça dans la grande salle, c'est un film trop important, on ne va pas laisser ça dans la petite salle que vous louez. » J'ai dit : « Roland, tu ne devrais pas faire ça. – Non, non, non, c'est moi, je connais la chose, écoute, tout le monde va en parler. » Et bien non : on n'a pas eu une ligne. Pas
1650 une critique dans les journaux.

Le même Warwick Thornton a vu un film à Venise, il y a deux ans, *Sweet Country* – qui est un autre film absolument magnifique, peut-être pas aussi marquant que *Samson and Delilah* – on l'a présenté : encore une fois, aucune critique, aucune ligne.

1655 Et c'est ... tout ça, aussi, semble... Je sais que parfois, quand j'en parle, j'ai l'air un peu... on dit : « Ah, bien, voilà le gars qui vient se plaindre de ses problèmes à lui. », mais il y a quelque chose de plus largement systémique derrière tout ça et qui est une véritable violence symbolique : c'est celui qu'on nous dit continuellement que ce que nous faisons ne mérite pas vraiment qu'on

1660 s'y attarde. Parce que ces films-là auraient été présentés dans un autre festival, tout de suite, on leur aurait accordé l'importance qu'ils ont véritablement.

1665 Et là, bien, je vais vous dire un petit secret vite fait : pourquoi qu'on a encore de ces films-là qui sont inscrits à Présence autochtone? Parce que cela fait sens pour beaucoup de gens, mais ce sens-là semble échapper aux grands médias.

1670 Et là-dessus, il y a une sorte, je dirais, de complicité générale. Je n'ai pas vu par exemple l'Association des journalistes critiquer le fait qu'on élimine – c'est parce que là, on est vraiment dans la censure – on élimine un poste de télévision de l'horaire télé. C'est quand même énorme et tout ça passe dans un... dans cette espèce de grand silence.

1675 Si on regarde à l'extérieur aussi, généralement, les gens qui ont des propos outranciers sur les questions sensibles, effectivement, du racisme, des relations à l'autre, généralement, ils deviennent des personnes un peu suspectes, on les met un peu de côté. Bien... voyons... Zemmour, en France, on en parle beaucoup ces temps-ci, ou Dieudonné, ainsi de suite.

1680 Mais par contre, au Québec, on a vu, je cite... c'est énorme. Aussi un des éditorialistes en chef de *La Presse*, Dubuc en 93, écrit une série d'éditoriaux, mais vraiment trois éditoriaux en ligne, disant qu'il faut envoyer les bulldozers chez les Mohawks, c'est des nids de trafic de cocaïne, les preuves s'accumulent que les chefs sont complices. Il n'y a jamais eu de chef autochtone ni mohawk – puis les Mohawks sont très divisés : il y a des chefs traditionnels, il y a des chefs élus – nulle part, il y a eu des chefs d'arrêtés pour trafic de cocaïne. Il n'y a jamais eu d'excuses de *La Presse* et monsieur Dubuc a toujours continué à être monsieur Dubuc.

1685 Denis Bombardier, et là, on peut même sortir de la thématique autochtone : elle écrit, vous pouvez le trouver sur le web, ça s'appelle *Ces enfants venus d'ailleurs*, une grande chronique dans laquelle elle explique très bien que s'il y a de la violence vis-à-vis les professeurs. Et ça, c'est vrai, c'est un phénomène assez répandu et qui n'est pas particulier à Montréal, on le retrouve dans des régions, on le retrouve dans plusieurs provinces du Canada. Au niveau déjà

1690 primaire, il y a beaucoup de violence contre les enseignants qui, évidemment, sont démunis quand cette violence vient des enfants.

Et bien, elle dit que s'il y a cette violence-là, c'est à cause de l'immigration. C'est ces enfants qui viennent d'ailleurs qui font cette violence, alors que c'est complètement faux. Alors, 1695 qu'une dame professe une telle opinion, déjà qu'elle soit publiée dans des... largement, c'est gênant, mais quand, après, on la reçoit à Radio-Canada et qu'elle est toujours madame Bombardier et non la personne qu'on met un peu de côté pour ses opinions extrêmes, là aussi, il y a quelque chose de gênant.

1700 Alors, évidemment, je n'ai pas de réponses à toute cette situation. Je pourrais continuer comme ça toute la soirée, j'en ai, des exemples, que... et je pourrais argumenter longtemps. Il y a assez peu de choses qu'on peut faire, parce qu'effectivement, la liberté de la presse, tant qu'à moi, est quelque chose de beaucoup plus important que...

1705 Par contre, je suis, vous comprendrez, extrêmement irrité par l'espèce de grand roman national, la narrativité héroïque qu'on prête aux journaux à côté des médias sociaux. Les médias sociaux commencer à vous dire que c'est l'idéal, mais dire que les grands journaux à côté de ça, il faut les aider, il faut absolument, comme on vient de le faire, comme le gouvernement du Québec vient de le faire, de leur mettre des programmes d'aide.

1710 Moi, je trouve que c'est un peu fort de café. Il y a de nouvelles générations, je pense, qui sont capables de sortir du discours colonial, parce que c'est bien de ça dont il s'agit, un arrière-fond colonial qui empêche de penser l'altérité. Et c'est ceux-là à qui on devrait donner un support pour qu'émergent de nouveaux médias plutôt que de continuer à nourrir des structures qui, de 1715 toute façon, n'ont pas su s'adapter.

C'est pour ça, d'ailleurs, qu'aujourd'hui, elles réclament l'aide gouvernementale, et dans certains cas, ça en est même comique parce qu'elles ont eu longtemps des éditoriaux pour dénoncer les assistés sociaux, alors qu'eux-mêmes, maintenant, des assistés sociaux, mais des 1720 assistés, comme on dit, des *quêteux* à cheval, des assistés sociaux du jet set qui reçoivent, en

tout cas, beaucoup de complaisance de la part des gouvernements. Donc, on peut déjà demander à la Ville, mais je pense qu'elle le fait déjà, de ne pas céder à ce chant des sirènes.

1725 Par ailleurs, puisqu'on parle d'interculturalisme, j'aurais plutôt, moi, dans mon secteur, des félicitations à donner à la Ville. Les rapports avec la Ville n'ont pas toujours été faciles et avec le Service de la culture non plus, mais les choses se sont beaucoup améliorées ces dernières années, et on peut saluer la volonté de faire de Montréal une ville de réconciliation, la vue que la Ville a donné au projet DestiNATIONS, d'un grand lieu culturel emblématique pour les Premières Nations à Montréal Alors... L'embauche d'une commissaire aux Affaires autochtones, maîtresse 1730 Marie-Ève Bordeleau, le changement de la rue Amherst... Bref, il y a eu beaucoup de gestes importants qui ont été posés par la Ville de Montréal.

1735 Et peut-être que ce serait bien que dans le rapport, on souligne cet aspect positif et qu'on encourage la Ville à poursuivre en ce sens. Et pour ce qui est des médias, bien, ma foi, c'était mon cri du cœur et je vous remercie de m'avoir donné un micro pour le lancer.

Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :

1740 Merci infiniment, monsieur Dudemaine. Votre mémoire s'appelle « Invisibilisation » et on comprend très bien lorsque vous évoquez, en fait, cette négation d'existence, même de... je veux dire que l'information soit portée par des médias d'information qui n'informent pas adéquatement ou n'informent que partiellement, et selon vous, partialement, aussi.

1745 Je me souviens que lors de la crise d'Oka, quelqu'un disait, et ça a été répété beaucoup : « Les autochtones sont sortis des livres d'histoire. » pour parler, justement, de cette invisibilisation qui avait été le cas pendant un certain temps.

1750 Mais s'ils en sont sortis, ça a été... effectivement, il y a des excès qui ont été situés, on a mis abondamment le face-à-face Mohawk-soldat, et ainsi de suite, sans regarder l'ensemble du problème et on sait qu'il est récurrent, mais vous nous avez dit que la Ville de Montréal avait des solutions prometteuses. En fait, j'utilise vos termes mêmes. Vous dites que – et la tenue de la

consultation fait partie de cette voie prometteuse – c'est : « *Nous recommandons donc à la Ville de continuer dans les voies prometteuses de l'inclusion, du dialogue, de la réconciliation et de la décolonisation.* »

1755

Vous nous avez donné quelques exemples qui sont... Est-ce qu'il y a autre chose? Parce qu'on s'intéresse beaucoup à ce qui... à ce qui serait pérenne, qui ne serait pas strictement des initiatives isolées qui risquent de tomber dans l'oubli. Est-ce que vous, vous voyez une... la mise sur pied de quelque chose qui risque, c'est-à-dire qui peut avoir un impact réel pour le futur? Je suis sûre que vous y avez pensé et je vous invite même à déborder du champ de la culture, si vous le souhaitez.

1760

M. ANDRÉ DUDEMAINE :

Récemment, j'ai cité le peintre Appelle, lui-même cité par Pline L'Ancien : « *Cordonnier pas plus haut que la chaussure* », alors je ne me risquerais peut-être pas trop en dehors de mon secteur d'activité.

1765

Je viens de mentionner, je trouve important effectivement, la Ville de Montréal s'est vraiment engagée derrière le projet DestiNATIONS, c'est-à-dire d'avoir un grand... un véritable lieu culturel avec une signature architecturale qui marque le paysage montréalais et qui, pour la communauté autochtone de Montréal, est le grand projet emblématique.

1770

Et donc, je pense que là, on serait, si ça peut aboutir, on serait devant – je dois dire que la Ville a vraiment mis déjà pas mal de bon vouloir derrière ce projet – si ça peut aboutir, là, on serait dans le long terme.

1775

J'en profite peut-être aussi pour mentionner qu'en 2001, on a pu créer le Jardin des Premières-Nations.

1780

Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :

Oui.

1785

M. ANDRÉ DUDEMAINE :

1790

Et c'était le maire Bourque, à l'époque. On l'a un peu oublié parce qu'il a commencé à défendre des dossiers autochtones avant tout le monde, quand ce n'était pas à la mode. Et là aussi, on a quand même une structure permanente qui, entre le Jardin de Chine et le Jardin japonais, affirme effectivement qu'il y a une véritable culture autochtone, une véritable construction civilisationnelle dans le lien entre l'homme et la nature tel qu'on l'a connu pendant des millénaires ici.

1795

Donc, je dois dire que la Ville ... Et d'avoir une commissaire aux Affaires autochtones qui travaille avec les autres chefs de service pour sensibiliser à l'horizontal tous les services de la Ville, on est quand même là dans quelque chose qui est prometteur et qui risque d'avoir des effets à plus long terme, effectivement.

1800

Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :

Ariane.

1805

Mme ARIANE ÉMOND, coprésidente :

1810

Peut-être pour poursuivre là-dessus, Montréal Autochtone est venu déposer un mémoire où est-ce que, on peut les comprendre, concernant la Commissaire aux relations autochtones. Cet autre groupe demandait une bonification en termes de ressources humaines pour qu'elle puisse faire un travail à la hauteur de son rôle d'intermédiaire aux diverses directions de la Ville.

Et ils indiquaient que ce bureau devrait avoir un mandat similaire au Secrétariat aux affaires autochtones du gouvernement du Québec et je me demandais : qu'est-ce que... si vous vouliez ajouter votre réflexion à la nôtre là-dessus?

1815

M. ANDRÉ DUDEMAINE :

Le Secrétariat aux affaires autochtones, normalement, sert à... en fait, réunit des gens de différents ministères ensemble pour coordonner l'action gouvernementale dans le milieu autochtone.

1820

Mme ARIANE ÉMOND, coprésidente :

Transversal, quoi.

1825

M. ANDRÉ DUDEMAINE :

Oui. Parfois, c'est très efficace sur des tas de petits dossiers, donc oui, c'est un modèle qui peut être intéressant, mais je dirais que sur les grands dossiers, c'est une structure tout à fait inefficace, parce que là, ça prend une volonté politique qui dépasse évidemment les capacités des différents fonctionnaires réunis autour d'une table dans ce qui s'appelle le Secrétariat. J'imagine que oui, sur le plan municipal, ce serait intéressant d'aller là, et si on me dit... qu'on donne à maître Bordeleau les moyens de travailler, bien, ce n'est pas moi qui vais s'opposer, vous le comprendrez bien.

1830

1835

Mme ARIANE ÉMOND, coprésidente :

C'est sûr. Bien, non. D'accord. Questions? Judy?

1840

Alors, je vais oser une autre question. Il y a des gens qui nous ont aussi... parce que notre... vous l'avez remarqué, votre cri du cœur nous l'avons bien entendu, on n'a évidemment

1845 pas beaucoup de moyens de faire des recommandations autour des médias, mais concernant le racisme et la discrimination systémiques, il y a beaucoup de gens, et on l'a évoqué tout à l'heure avec les gens de la Commission des droits, qui ont parlé d'un bureau autonome ou un conseil particulier sur la lutte au racisme et à la discrimination systémique. Est-ce que vous croyez que c'est une structure de plus et qui pourrait aider, justement, une partie de cette population autochtone lourdement interpellée, régulièrement, par les forces de l'ordre? Comment vous voyez une nouvelle structure qui aurait ce condensé de mandat?

1850

M. ANDRÉ DUDEMAINE :

1855 J'aurais un peu peur, effectivement, que ce soit un coup d'épée dans l'eau. Encore une fois, c'est... je pense que les structures sont là. On a la Commission, justement, des droits de la personne, qui ont témoigné tantôt, dont c'est le rôle, il y un ombudsman il y a plein de... déjà, je pense, de recours. Encore faudrait-il qu'ils puissent avoir des dents, moi, je dirais dans le secteur où je suis intervenu, et là, je ne sais pas si c'est une recommandation que vous pourriez faire, mais il faudrait que le Conseil de presse ait des dents puisque... d'autant plus que si maintenant, c'est devenu un service public, les journaux, puisque le gouvernement et le patron du Devoir ont dit : « on a même eu beaucoup plus que ce qu'on... qu'au-delà de nos espérances. »

1860

Donc, que très rapidement, comme ça, le gouvernement caquiste vienne prêter main-forte aux médias, c'est bien la preuve qu'il les considère comme un service public. Service public au Québec, la Commission Viens nous a dit qu'ils avaient un biais.

1865

Alors, un service public, normalement, il y a un outil de contrôle et là, le Conseil de presse qui demeure vaguement consultatif, s'il avait un peu de pouvoir d'un tribunal de presse, ça pourrait être intéressant. Peut-être pas un tribunal, évidemment, pour censurer, mais un tribunal qui pourrait donner...

1870

Mme ARIANE ÉMOND, coprésidente :

Contrer des dérives.

1875

M. ANDRÉ DUDEMAINE :

1880

Oui, contre des dérives et peut-être que ça pourrait diminuer les contributions gouvernementales si les... un peu que le CRTC l'a fait au niveau des médias électroniques et personne ne crie à la censure vis-à-vis du CRTC.

1885

Mme ARIANE ÉMOND, coprésidente :

Merci.

Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :

1890

Il me reste à vous remercier, monsieur Dudemaine et puis on a une oreille et plus qu'une oreille pour vous entendre.

M. ANDRÉ DUDEMAINE :

1895

Merci. Au moins deux.

Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :

1900

Au moins deux..

Mme ARIANE ÉMOND, coprésidente :